

## CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

### DÉLIBÉRATION n°2021/01/19-17-CA

**Le Conseil d'administration**, en sa séance du 19 janvier 2021, sous la présidence d'Éric BERTON, Président,

**Vu** le Code de l'Éducation,

**Vu** les Statuts d'Aix-Marseille Université modifiés,

**Vu** le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration du 28 janvier 2020 fixant la politique de déplacements de l'établissement pour une durée limitée,

**Considérant** que la politique de déplacement a été adoptée pour une durée limitée, et que celle-ci doit donc faire l'objet d'une nouvelle approbation de la part du Conseil d'administration pour pouvoir être reconduite ;

### DÉCIDE :

#### OBJET : Reconduction de la politique des déplacements

Le Conseil d'administration approuve la reconduction de la politique des déplacements pour l'année 2021, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Cette délibération est adoptée à l'unanimité.**

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 29

Fait à Marseille, le 19 janvier 2021

**Eric BERTON**

Président d'Aix-Marseille Université





# Politique de déplacement d'Aix Marseille Université

CA du 19 janvier 2021

# Éléments de contexte

- ➔ **Décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret 2006-781 du 3 juillet 2006**, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat;
- ➔ Délibération du Conseil d'Administration du 28 janvier 2020 fixant la politique de déplacements de l'établissement pour une durée limitée;
- ➔ Nouvelle Délibération à prendre

# Repas



## Missions : Repas

Thématique	Actuellement	Délibération
Repas <b>Remboursement forfaitaire</b>  Cas des réductions de forfait	<b>L France métropolitaine</b> ➔ <b>17,50 €</b> (depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2020, auparavant 15,25 euros)	<p>★ Lors de <b>stages (formation) sur des sites d'AMU</b> (hors résidence administrative et familiale du <b>missionnaire</b>), et dès lors que l'agent a la possibilité de se rendre dans un <b>restaurant administratif</b>, le CA a précisé (conformément à l'arrêté du 3 juin 2010) <b>la réduction de moitié du remboursement forfaitaire</b>, soit aujourd'hui à <b>7,63 euros</b> (la moitié des 15,25€ précédemment utilisés).</p> <p>Aujourd'hui, aucun pourcentage n'a été fixé par arrêté et la possibilité est laissée au CA de fixer ce montant réduit.</p> <p>➔ Conserver le taux de réduction de 50%, soit <b>8,75 euros</b></p>

## Missions : Repas

Thématique	Actuellement	Délibération
Repas <b>Remboursement forfaitaire</b>	<p><b>L Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et Saint-Martin</b></p> <p>➔ <b>17,50 €</b> (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, auparavant 15,75 euros)</p> <p><b>L Nouvelle Calédonie, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française</b></p> <p>➔ <b>21 €</b> (inchangé)</p>	Pas de modification
Thématique	Actuellement	Délibération
Repas	<b>L Non production des justificatifs de repas à 17,5 euros (remboursement forfaitaire)</b>	Reconduction jusqu'au 31/12/2021

## Missions : Repas

Thématique	Actuellement	Délibération
Repas <b>Remboursement dérogatoire</b>	<p><b>L Peuvent être remboursés, à hauteur du justificatif :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les déjeuners des <b>enseignants de l'IRT</b> (avec stagiaires) dans la limite de <b>25 euros</b></li> <li>Les déjeuners des personnes extérieures à l'administration s'ils sont qualifiés d' « <b>experts extérieurs</b> », en mission pour le compte de l'université, dans la limite de <b>30,50 euros</b>.</li> </ul>	Reconduction jusqu'au 31/12/2021



# Hébergement

Thématique	Actuellement	Délibération
<p>Hébergement en France</p> <p><b>Cas commun</b></p> <p><u>Dans le cadre du marché hébergement</u></p>	<p><b>L La commune de Paris</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 110 €</li> <li>➔ <b>Plafond CA : 140 €</b></li> </ul> <p><b>L Les communes du Grand Paris, les grandes villes (&gt; 200.000 hab) et <u>Aix en Provence*</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 90 €</li> <li>➔ <b>Plafond CA : 120 €</b></li> </ul> <p><b>L Autres villes (&lt; 200.000 hab)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 70 €</li> <li>➔ <b>Plafond CA : 100 €</b></li> </ul> <p><b>L Agents handicapés : 150 € quelque soit le lieu</b></p> <p>Dans tous les cas, <b>les prises en charge dans le cadre du marché d'hébergement se font sur la base de justificatifs</b> (dans la limite des plafonds définis).</p>	<p>Reconduction jusqu'au 31/12/2021</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des plafonds CA</li> <li>▪ De l'ajout d'Aix en Provence dans la liste des grandes villes (&gt;200.000 hab)</li> </ul>

\* : Ajout d'Aix-en-Provence dans la catégorie « grandes villes »

## Missions : Hébergement en France

Thématique	Rappel	Délibération												
<p>Hébergement en France</p> <p><b>Rappel</b></p>	<p>L Obligation pour les missionnaires de recourir aux marchés en vigueur au sein de l'établissement</p>	<p>➡ Si le missionnaire n'utilise pas le marché d'hébergement, le remboursement de l'hébergement est fait à hauteur du justificatif fourni, dans la limite <b>du forfait défini par le décret 2019 (et non le plafond défini par le CA).</b></p> <table> <tr> <th></th><th>Décret 2019</th><th>Proposition pour délibération Taux normal</th></tr> <tr> <td>Commune de Paris</td><td>110 €</td><td>140 €</td></tr> <tr> <td>Grandes villes et communes du Grand Paris</td><td>90 €</td><td>120 €</td></tr> <tr> <td>Autres</td><td>70 €</td><td>100 €</td></tr> </table>		Décret 2019	Proposition pour délibération Taux normal	Commune de Paris	110 €	140 €	Grandes villes et communes du Grand Paris	90 €	120 €	Autres	70 €	100 €
	Décret 2019	Proposition pour délibération Taux normal												
Commune de Paris	110 €	140 €												
Grandes villes et communes du Grand Paris	90 €	120 €												
Autres	70 €	100 €												



Thématique	Actuellement	Délibération
<p>Hébergement en France</p> <p><b>Cas particuliers des experts extérieurs</b></p>	<p><b>L La commune de Paris</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 110 €</li> <li>⇒ <b>Plafond CA : 210 € (au lieu de 140 €)</b></li> </ul> <p><b>L Les communes du Grand Paris, les grandes villes (&gt; 200.000 hab) et Aix en Provence*</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 90 €</li> <li>⇒ <b>Plafond CA : 180 € (au lieu de 120 €)</b></li> </ul> <p><b>L Autres villes (&lt; 200.000 hab)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 70 €</li> <li>⇒ <b>Plafond CA : 150 € (au lieu de 100 €)</b></li> </ul> <p>Dans tous les cas, <b>les prises en charge dans le cadre du marché d'hébergement se font sur la base de justificatifs</b> (dans la limite des plafonds définis).</p>	<p>Reconduction jusqu'au 31/12/2021</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des plafonds CA</li> <li>▪ De l'ajout d'Aix en Provence dans la liste des grandes villes (&gt;200.000 hab)</li> </ul>

\* : Ajout d'Aix-en-Provence dans la catégorie « grandes villes »



Thématique	Actuellement	Délibération
<p>Hébergement en France</p> <p><b>Cas très exceptionnels avec demande préalable adressée au Président</b></p>	<p><b>L La commune de Paris</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 110 €</li> <li>⇒ <b>Plafond CA : 210 € (au lieu de 140 €)</b></li> </ul> <p><b>L Les communes du Grand Paris, les grandes villes (&gt; 200.000 hab) et <u>Aix en Provence</u>*</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 90 €</li> <li>⇒ <b>Plafond CA : 180 € (au lieu de 120 €)</b></li> </ul> <p><b>L Autres villes (&lt; 200.000 hab)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret : 70 €</li> <li>⇒ <b>Plafond CA : 150 € (au lieu de 100 €)</b></li> </ul> <p>Dans tous les cas, <b>les prises en charge dans le cadre du marché d'hébergement se font sur la base de justificatifs</b> (dans la limite des plafonds définis).</p>	<p>Reconduction jusqu'au 31/12/2021</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des plafonds CA</li> <li>▪ De l'ajout d'Aix en Provence dans la liste des grandes villes (&gt;200.000 hab)</li> </ul>

\* : Ajout d'Aix-en-Provence dans la catégorie « grandes villes »

Thématique	Actuellement	Pour délibération
Déplacements à l'étranger	<p>Les directeurs d'unités de recherche et les directeurs de composantes ont le choix entre <b>2 modalités de remboursement</b> :</p> <p><b>L Aux frais réels plafonnés au perdiem</b> (remboursement sur justificatifs uniquement)</p> <p><b>L De manière exceptionnelle, <u>remboursement forfaitaire au perdiem</u>, avec une dégressivité possible au-delà du 30<sup>ème</sup> jour.</b></p> <p>Ce type de remboursement doit être choisi par l'ordonnateur pour des <b>cas exceptionnels</b> et notamment pour les <b>déplacements dans les régions/pays où l'obtention de justificatifs est difficile</b></p> <p>Seul le justificatif d'hébergement est nécessaire pour bénéficier de ce type de remboursement.</p>	Reconduction jusqu'au 31/12/2021



Thématique	Pour délibération
<p>Avances</p> <p><b>maintien d'un seuil</b></p>	<p>Décret 2019-139 du 26 février 2019 Article 4 « Est inséré l'Art. 3-2. – <u>Sous réserve de l'impossibilité de recourir aux prestations prévues à l'article 5, <b>des avances ... sont consenties aux agents qui en font la demande...</b></u>».</p> <p>Art. 5 : « Les administrations peuvent conclure dans le respect du code des marchés publics, directement avec des compagnies de transport, des établissements d'hôtellerie ou de restauration, des agences de voyages, et autres prestataires de services, des contrats ou conventions, pour l'organisation des déplacements. »</p> <p><b>L</b> L'université s'est dotée de marchés de ce type pour les déplacements.</p> <p><b>L</b> Et donc ces avances ne devraient concerner occasionnellement que les perdiems au titre des voyages à l'étranger.</p> <p>Il est proposé au CA de maintenir le seuil à partir de <b>700 €</b> d'avance.</p>

## Rappel des règles de remboursement aux frais réels - exceptionnel

Thématique	Actuellement	Pour délibération
Déplacements en France et à l'étranger	<p>A titre <u>exceptionnel</u> et sur autorisation préalable du Président, il peut être fait application d'une <b>prise en charge aux frais réels</b> lorsque l'agent en mission est hébergé <b>dans des conditions telles</b> que les frais qu'il engage dépassent les forfaits fixés par l'établissement ou les per diem arrêtés par la réglementation.</p> <p>Ces conditions sont les suivantes : <b>raison de sécurité, manifestation se déroulant dans un lieu imposé, colloque prestigieux, événement particulier se déroulant pendant la période de la mission (culturel, sportif, commercial...).</b></p> <p>Le remboursement au réel se fera uniquement sur la base des justificatifs fournis.</p>	Reconduction jusqu'au 31/12/2021